

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-retour-de-la-manivelle-irakienne-para-Estados-Unidos>

# **Le retour de la manivelle irakienne para Estados Unidos**

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : dimanche 4 septembre 2005

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**L'argent requis pour renforcer la protection de la Nouvelle-Orléans contre un ouragan dévastateur « semble avoir été dirigé vers l'Irak et la guerre au terrorisme », déclarait un responsable local des services d'urgence en 2004 au quotidien Times-Picayune.**

**Par Jooneed Khan**

**La Presse**, Le samedi 3 septembre 2005

Beaucoup en Etats Unis font ces jours-ci ce lien entre la coûteuse guerre en Irak et l'insatiable Sécurité intérieure, d'une part, et la lenteur de l'administration à réagir à la catastrophe sans précédent provoquée par l'ouragan Katrina, d'autre part.

Voilà six jours que les eaux du golfe du Mexique ont englouti la ville de 500 000 habitants, que des dizaines de milliers de réfugiés n'ont rien à boire et à manger, et que près d'un million d'autres fuient les trois États du Sud les plus durement frappés.

L'ouragan de colère ne se limite pas à la Louisiane, où les crues ont suivi les rafales destructrices. Il s'étend à l'Alabama et au Mississippi, où les victimes, au sec, fusils en main, protègent les débris qui leur restent, et demandent : « Où est la cavalerie ? »

« La Garde nationale et les hélicoptères sont en Irak épaulant des soldats en nombre insuffisant dans leur folle mission, lit-on sur le site antiwar.com. Et ils regardent le désastre à la télé en se demandant si leurs maisons et leurs familles tiennent toujours. »

Les gringos comptent sur la Garde nationale pour leur fournir des services d'urgence en cas de désastre naturels, note Associated Press, mais durant ces trois dernières années un nombre croissant de gardes nationaux ont été envoyés en Irak.

### **Un désastre annoncé**

« Le débat sur la vulnérabilité de La Nouvelle-Orléans aux ouragans fait rage depuis plus d'un siècle. Des chercheurs, des ingénieurs, des urbanistes et des politiques ont proposé des solutions », écrit dans le New York Times Mark Fischetti, auteur d'un article sur la question pour le Scientific American en 2001.

Cette année-là, le Times-Picayune remportait plusieurs prix pour une série exhaustive sur la question, accessible à l'adresse :

[www.nola.com/hurricane/?/washingaway](http://www.nola.com/hurricane/?/washingaway)

L'administration Bush savait l'ampleur de la menace. Avant les attentats de 2001, écrit Paul Krugman dans le NYT, « l'Agence fédérale de gestion des urgences FEMA avait une liste de trois catastrophes potentielles menaçant les États-Unis : une attaque terroriste à New York, un séisme majeur à San Francisco et un ouragan à la Nouvelle-Orléans ».

« Cette dernière menace pourrait être la plus meurtrière », disait le Houston Chronicle en décembre 2001, après les attentats.

Si Washington a été lent à réagir, c'est qu'il n'avait pas les moyens d'intervenir avec rapidité, ses ressources en hommes, en matériel et en argent étant surtout absorbées par la guerre en Irak (et en Afghanistan) et par la guerre contre le terrorisme.

Le chef du Corps des ingénieurs de l'armée, appelé à renforcer la protection de La Nouvelle-Orléans, a démissionné en 2002. Il allait être congédié, dit-on, pour avoir critiqué les compressions budgétaires proposées par l'administration.

« Le Corps des ingénieurs de l'armée n'a jamais caché le fait que les pressions de la guerre en Irak et les priorités de la Sécurité intérieure, ajoutées aux baisses d'impôts, le mettaient à rude épreuve », écrivait en 2003 Editor and Publisher.

Le projet de loi sur l'énergie adopté récemment contenait une clause prévoyant un milliard de dollars pour améliorer la protection des côtes du golfe du Mexique, dont 540 millions devaient aller à la Louisiane.

### Opposition de Bush

« L'administration s'oppose fermement à cette clause, écrivait le 15 juillet dernier le secrétaire à l'Énergie, Samuel Bodman. Elle est incompatible avec le budget du président pour 2006 et aura un impact important sur le déficit budgétaire. »

Le Congrès passa outre à l'opposition présidentielle, mais l'argent ne sera débloqué qu'à partir de 2008. Or, un plan adopté en 98 par toutes les parties intéressées, appelé Coast 2050, prévoyait des investissements de 14 milliards dans ces travaux.

« On savait qu'il y aurait des inondations, on ne savait pas que les digues allaient céder », a déclaré jeudi le président Bush. « On s'attendait à une telle calamité », a rétorqué Eric Tolbert, ancien responsable des urgences dans l'administration Bush.

« Mais on savait aussi que le FEMA (pour lequel il travaillait jusqu'à février 2005) n'était pas équipé à réagir comme il le fallait. »

« Le FEMA avait à se battre et il s'est sacrifié pour financer la création du secrétariat à la Sécurité intérieure », a déclaré Tolbert à Salon.com. « Ils prélevaient de grosses sommes à même notre budget. On appelait ça des impôts », dit-il.

Sur le tard, les souffrances humaines, la colère et l'anarchie croissant, Bush a dépêché des gardes et des soldats dans la région sinistrée de 230 000 km<sup>2</sup> et demandé au Congrès une aide urgente de 10,5 milliards.

Cette somme représente moins de deux semaines du coût de la guerre en Irak, selon deux think tanks états-uniens. Et « pas question de ramener des troupes d'Irak », a affirmé le général Rick Lynch.

Les États-Unis ont « toutes les ressources » militaires pour mener de front la guerre en Irak et les opérations de secours et de maintien de l'ordre après le passage de Katrina, a assuré hier Bush.

Mais, selon ce qu'a dit le chef de la diplomatie britannique Jack Straw, il n'est plus question d'attaquer l'Iran. Mener

## **Le retour de la manivelle irakienne para Estados Unidos**

---

une guerre simultanée sur quatre fronts serait plus ardu, même avec le soutien du fidèle allié britannique.